

Investir pour les Trente prochaines Glorieuses

La croissance française est en berne depuis des années. Tous les Diafoirus de service ont défilé à son chevet, prétendant détenir le bon remède. Et si ce n'était finalement qu'un problème d'investissement, massif, et tourné vers l'avenir ?

Avec Karine
Berger

La France, la cinquième puissance économique mondiale, a bien évidemment une responsabilité sur sa propre dynamique de prospérité. Et donc sur le déclin actuel. La France a cessé de croire en son propre avenir au milieu des années 90 et d'abandonner son propre modèle de développement. C'est-à-dire l'équilibre de trois piliers, qui sont aussi les piliers politiques que la France s'est choisis : liberté, égalité et fraternité. Dans leur déclinaison économique et sociale.

La liberté, c'est la prise de risque. Car la prise de risque ne va jamais de soi. Risque financier, en transformant son mode de production, risque opérationnel, en rompant avec ses habitudes et la technologie existante pour obtenir « plus » sans avoir à priori la certitude de réussir, risque pour définir de nouvelles méthodes de production et d'organisation, sans être certain de leur fonctionnement ultérieur, plus fondamentalement, risque d'investir de nouveaux champs pour se projeter dans le futur. **Seule véritable certitude, rien n'est possible sans la volonté et la capacité de se renouveler sans cesse.**

Alors **comment re-crée-t-on un euro de richesse en France ? On repart de la recette qui a conduit aux 30 glorieuses entre 1945 et 1975 : placer l'étincelle de la recherche et l'innovation dans les mains de l'Etat, et renouer avec les premiers partenariats publics privés inventés par la France, en associant la prise de risque économique par l'Etat à l'épanouissement de la liberté économique privée.** Car il n'y a pas d'innovation sans risque. Depuis le milieu des années 1990, l'application aveugle du modèle libéral anglo-saxon a fait dérailler la cohésion investissement public / réussite des entreprises privées : la France ne prend plus suffisamment de risques, plus suffisamment de pari sur l'avenir. La conséquence est un arrêt de l'investissement, une chute de la productivité et de la compétitivité.

Dans « Les trente glorieuses sont devant nous », la proposition est de réaliser un investissement de 90 milliards d'euros sur 3 ans avec une sélection drastique des champs d'investissement. Sélectionner les investissements revient, ni plus ni moins, à avoir l'intuition de ce dont sera capable l'imagination humaine dans les prochaines années, en matière d'innovations techniques et scientifiques. Il faut bâtir un business plan, à l'instar d'une entreprise qui se créerait ou lancerait des projets d'investissement conséquents. En poussant l'analogie avec une entreprise, il s'agira de sélectionner des investissements et de décider de leurs montants, d'organiser une politique de ressources humaines – avec un management -, et d'assurer en amont et en aval les échanges avec les autres.

En tout état de cause, afin que les sommes allouées soient conséquentes, et puissent se concentrer véritablement sur les objectifs choisis, il paraît raisonnable de ne retenir que cinq secteurs prioritaires d'investissement.

L'éducation, qui a comme particularité d'être à la fois un objectif et un moyen. Le doublet énergie nucléaire/énergie solaire pour affronter l'enjeu écologique futur dans un contexte de raréfaction de la ressource, sans abdiquer l'indépendance énergétique de la France. La santé, et plus particulièrement le vieillissement, domaine dans lequel l'innovation sera indispensable pour éviter une France avec une trop forte proportion de personnes dépendantes. Les transports en commun et le fret, pour répondre aux besoins d'une population qui doit être de plus en plus mobile. L'agriculture et l'alimentation, activité traditionnelle mais qui n'a rien perdu de son caractère stratégique.

Ces cinq priorités sont sélectionnés car elles sont de nature à avoir un effet levier maximum sur la croissance potentielle française : si les projets de recherche fonctionnent, le pari est de relever la croissance potentielle de 1,7 % actuellement à quelques 3 % dans les années 2030. Avec un bonus à la clé : plus de prospérité économique permettra de rembourser la dette accumulée. Sans cette prospérité supplémentaire, cet autre objectif serait impossible. Autrement dit dans ce projet d'investissement, la France «fait tapis » comme au Poker. Mais autant dire aussi qu'elle n'a plus vraiment le choix. Si elle veut échapper à son déclin programmé.